

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article2913>

Pas d'avancées concrètes au Forum mondial sur la gouvernance de l'internet

- Informatique - Internet -



Date de mise en ligne : vendredi 3 novembre 2006

Spyworld Actu

Mainmise des Etats-Unis sur la gestion de l'internet, censure, manque de multilinguisme dans les noms de domaine... Le premier FGI a permis de faire un tour de table de questions maintes fois débattues, mais sans apporter d'idées de changement.

Il fallait s'y attendre : le [forum mondial sur la gouvernance de l'internet](#) (FGI), qui s'est terminé le 2 novembre à Athènes, ne déclenchera pas de révolution. A l'issue de quatre jours de débats, les participants se sont séparés sur des engagements de bonne volonté et quelques inquiétudes, mais sans décision concrète.

« Le but du forum n'était pas d'arriver à un accord ou à une conclusion, mais de se parler. Il y a seulement quatre ans, tous ces gens ne se seraient même pas assis à la même table », a expliqué à l'AFP Markus Kummer, coordinateur du groupe de travail de l'Onu sur la gouvernance de l'internet.

Rappelons que ce forum était organisé sous l'égide de l'Onu. Il a rassemblé plus de 1.200 personnes, représentants d'Etats, d'entreprises web et d'ONG. Principal sujet au menu des débats : les éternels reproches faits aux Etats-Unis pour leur mainmise sur la gestion technique de l'internet via l'Icann, l'organisme de régulation de l'internet. Cette question avait déjà fait l'objet d'âpres débats l'année dernière lors du Sommet mondial de la société de l'information à Tunis.

Le gouvernement américain a réaffirmé sa position au cours des débats. [S'il a récemment assoupli le contrôle qu'il impose à l'Icann](#), il refuse ainsi toujours une plus grande internationalisation de la gestion de l'internet.

La Chine conteste toujours l'idée de censure

Autre sujet d'inquiétude, la censure sur internet, soulevé par les ONG telles que Reporters Sans frontières ou Amnesty International. Au cours d'un débat plutôt houleux, le cas de la Chine a été évoqué. Avec une intervention sans surprise du représentant de Pékin. « En Chine, nous n'avons pas de logiciels pour bloquer les sites internet. Parfois, nous avons des problèmes pour accéder à ces sites. Mais c'est un problème différent (...) Nous n'avons aucune restriction », a-t-il affirmé.

Et de poursuivre : « Certaines personnes disent que des journalistes en Chine ont été arrêtés. Nous avons des centaines de journalistes en Chine, et certains d'entre eux ont des problèmes avec la justice. Cela n'a rien à voir avec la liberté d'expression ».

Pourtant, Google, Microsoft, Yahoo et même Cisco, dont les représentants étaient présent à cette conférence, ont tous été amenés à [se justifier sur leur coopération](#) avec les autorités chinoises, que ce soit pour filtrer l'internet ou bien pour les aider à identifier les cyberdissidents. Leur réponse a déjà été maintes fois entendue : « la condition pour avoir une activité dans un pays est de respecter les lois de ce pays », a souligné Fred Tipson, un des représentants de Microsoft.

Des plaintes sur la domination de l'anglais

Enfin, certaines nations se sont plaintes de la domination de la langue anglaise et de l'alphabet latin dans le système de noms de domaine. Les sites eux-mêmes peuvent être écrits dans toutes les langues, mais il est toujours difficile

techniquement, par exemple, d'avoir un nom de domaine en caractères chinois, arabes ou cyrilliques. Ceux-ci doivent être transcrits, via des algorithmes, en mode ASCII.

Des velléités de changements rejetées par certains experts. Un langage technique unique, ont-il rétorqué, garantit la stabilité et la cohérence de la structure de l'internet. Si les internautes au Japon ou en Russie cherchent un site mais n'arrivent pas taper le nom de domaine en caractères latins, les moteurs de recherche dans leur langue sont là pour leur simplifier la démarche.

Au final, les mêmes questions sont revenues, recevant les mêmes réponses. Difficile d'y voir des avancées concrètes. La plupart des intervenants ont été réduits à se féliciter de la mise en place d'un dialogue entre toutes les parties. Ils ont convenu d'une nouvelle réunion du FGI en 2007, à Rio de Janeiro.

Post-scriptum :

<http://www.zdnet.fr/actualites/inte...>